



**FSC
RAD**

Food
Secure
Canada
Réseau
pour une alimentation
durable

Comment ferons-nous nos courses?

Shrinkflation, skimpflation et défis d'accessibilité dans le système alimentaire

Rapport final au Bureau de la consommation

Novembre 2023 - Mars 2025

Auteur/Organisation : Réseau pour une alimentation durable

Date de publication : 20 octobre 2025

Disponible en anglais et en français

Comment ferons-nous nos courses? - Réseau pour une alimentation durable

Titre : Comment ferons-nous nos courses? « Shrinkflation », « skimpflation » et défis d'accessibilité dans le système alimentaire

Sous-titre : Rapport final au Bureau de la consommation

Auteur/Organisation : Réseau pour une alimentation durable

Période du projet : Novembre 2023 - Mars 2025

Date de publication : 20 octobre 2025

Disponibilité linguistique : Disponible en anglais et en français

Coordonnées :

Réseau pour une alimentation durable

438-842-1816

info@foodsecurecanada.org

Site Web : www.foodsecurecanada.org

Citation recommandée :

Réseau pour une alimentation durable. (2025). Comment ferons-nous nos courses? « Shrinkflation », « skimpflation » et défis d'accessibilité dans le système alimentaire : Rapport final au Bureau de la consommation. Montréal : Réseau pour une alimentation durable.

Droits d'auteur/Droits d'utilisation :

Tous droits réservés.

Réseau pour une alimentation durable a reçu un financement du Programme de contributions pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE). Les opinions exprimées dans ce rapport ne sont pas nécessairement celles d'ISDE ou du gouvernement du Canada.



Comment ferons-nous nos courses? - Réseau pour une alimentation durable

Executive Summary.....	3
A Note from our Co-Executive Directors.....	4
Introduction: A Food Systems Approach to Affordability.....	5
The Three Pillars Framework.....	6
Project Evaluation.....	7
Effectiveness of Communication Strategies.....	8
Comprehensive Project Evaluation.....	9
Key Performance Indicators (KPIs) and Metrics.....	10
Digital Engagement Metrics.....	10
Event Participation & Community Building.....	10
Partnership & Network Development.....	11
Media Coverage & Thought Leadership.....	11
Stakeholder & Participant Feedback.....	11
Stakeholder Advisory Input.....	12
Communications Report.....	14
Content Strategy & Execution.....	14
Platform-Specific Achievements.....	14
Media Relations & Earned Coverage.....	15
Newsletter & Direct Communication.....	16
Event Communications & Promotion.....	16
Translation & Accessibility.....	16
Evaluation Metrics & KPIs.....	17
Recommendations for Government.....	19
Immediate Actions Required.....	19
Medium-Term Structural Changes.....	20
Long-Term Vision: Just and Sustainable Food Systems.....	21
Critical Success Factors.....	21
The Path Forward.....	22
Conclusion.....	23

Résumé exécutif

Les consommateurs Canadiens sont de plus en plus confrontés par la « shrinkflation » (réduction des quantités de produits tout en maintenant les prix) et par la « skimpflation » (réduction de la qualité des ingrédients sans réduction des prix). Le *Bureau de la consommation* a demandé au *Réseau pour une alimentation durable* d'examiner ces pratiques et leur impact sur la protection des consommateurs et l'accessibilité alimentaire.

Au cours de 16 mois, le projet « Comment ferons-nous nos courses? » du Réseau pour une alimentation durable a catalysé une conversation, d'un océan à l'autre, sur la justice alimentaire et l'accessibilité, grâce à un engagement complet des parties prenantes impliquant plus de 1 000 participants. Ancré dans trois piliers stratégiques — s'attaquer à la pauvreté comme cause profonde de l'insécurité alimentaire, freiner la recherche excessive de profits corporatifs, et investir dans des approches (g)lobales — notre travail a démontré que s'attaquer à l'accessibilité alimentaire nécessite de s'attaquer aux problèmes fondamentaux, tels que la forte concentration corporative dans le système alimentaire et les revenus insuffisants menant à une crise du coût de la vie.

Le projet a révélé que les Canadiens sont prêts pour des approches transformatrices de l'approvisionnement alimentaire qui vont au-delà des monopoles d'épicerie corporatifs vers des modèles (g)lobaux soutenus par la communauté, y compris les épiceries publiques, les coopératives, les systèmes alimentaires autochtones et les épiceries solidaires.

Réalisations clés :

- Sensibilisation accrue à la « shrinkflation » et à la « skimpflation » parmi nos partenaires et le public, mettant en évidence ces pratiques de tarification trompeuses comme des enjeux clés de protection des consommateurs
- Engagement de plus de 1 000 participants dans cinq webinaires et notre rassemblement phare
- Développement de partenariats avec plus de 25 organisations couvrant les communautés autochtones, les groupes de souveraineté alimentaire noire, les instituts de recherche, les réseaux coopératifs et les défenseurs des politiques
- Génération de plus de 1 629 vues YouTube et atteinte de 5 759 abonnés à l'infolettre
- Organisation du plus grand rassemblement sur les systèmes alimentaires au Canada depuis 2018 avec 240 participants
- Influence sur le discours politique par la défense stratégique et l'engagement direct avec les députés
- Production de 18 articles de blogue et 3 textes d'opinion majeurs qui ont fait passer le discours du choix individuel à la transformation systémique
- Établissement de collaborations de recherche durables avec des établissements universitaires à travers le pays

Note de nos co directeurs exécutifs

Merci d'avoir soutenu le projet « Comment ferons-nous nos courses? » du Réseau pour une alimentation durable. Nous sommes profondément reconnaissants de l'opportunité d'avoir entrepris ce travail transformateur.

Réseau pour une alimentation durable travaille à faire de l'alimentation une priorité politique depuis ses débuts il y a deux décennies. Et maintenant, avec la flambée des prix alimentaires, l'insécurité alimentaire pire qu'elle ne l'a jamais été, et un activisme et un engagement publics sans précédent, c'est au premier plan de l'esprit de tous. C'est un moment décisif pour les activistes, organisateurs, travailleurs et éducateurs alimentaires.

Au cours de ces 16 mois, on nous a rappelé à maintes reprises que nous ne pouvons pas aborder nos défis de manière cloisonnée. Nous devons nous rassembler et résoudre nos problèmes à travers une lentille holistique des systèmes alimentaires. Ce projet nous a montré le pouvoir de rassembler les gens — de nos webinaires qui ont connecté des centaines de personnes à travers le pays à notre rassemblement qui a réuni 240 personnes pour la première fois depuis 2018. Ce furent des expériences riches et dynamiques qui nous ont rappelé pourquoi notre travail est important.

Les communautés avec lesquelles nous avons travaillé — les leaders de la souveraineté alimentaire autochtone, les organisateurs de justice alimentaire noire, les leaders des mouvements coopératifs et des marchés fermiers, les travailleurs agricoles migrants et les défenseurs des politiques — nous ont appris que les solutions à notre crise d'accessibilité alimentaire existent déjà. Elles ont juste besoin du soutien du gouvernement qui reconnaît l'alimentation comme un droit humain plutôt qu'une marchandise. Nous espérons que ce rapport aidera à tracer cette voie à suivre.

Ce rapport représente 16 mois de travail collaboratif avec des communautés à travers le Canada. Nous honorons tous ceux qui ont partagé leur temps, leur sagesse et leur vision pour la justice alimentaire. Ensemble, nous pouvons créer des systèmes alimentaires qui nourrissent à la fois les gens et la planète.

Notre plus profonde gratitude pour votre partenariat dans ce travail essentiel.

Marissa Alexander et Wade Thorhaug
Codirecteurs exécutifs

Introduction : Une approche systémique de l'accessibilité alimentaire

Le Canada est confronté à une crise sans précédent en matière d'accessibilité alimentaire qui exige une intervention systémique urgente. Selon Statistique Canada, les prix alimentaires ont augmenté de 25 % entre 2020 et 2024 — le double du taux des autres biens — tandis que 8,7 millions de Canadiens connaissent l'insécurité alimentaire. Ce sont les taux les plus élevés enregistrés depuis que le Canada a commencé à surveiller, représentant non seulement des difficultés individuelles mais une rupture fondamentale dans les capacités de nos systèmes alimentaires à nourrir nos communautés.

Le modèle de la faim reflète clairement le colonialisme continu du Canada et le racisme structurel, avec Statistique Canada documentant des taux d'insécurité alimentaire étonnants parmi les ménages noirs (40,4 %), autochtones (36,8 %) et latino-américains (31,1 %). Ces chiffres n'incluent pas les personnes vivant dans les réserves des Premières Nations, dans les régions éloignées du Nord et les personnes sans abri — des groupes à risque encore plus élevé d'insécurité alimentaire. Ce n'est pas une crise de manque de nourriture mais d'accès — les revenus des gens sont trop bas pour répondre aux coûts de la vie.

Une approche systémique révèle également que l'augmentation des revenus seule ne peut pas réparer notre système alimentaire. Des rapports du Bureau de la concurrence et d'un comité parlementaire multipartite ont constaté que les trois plus grands épiciers du Canada — Loblaws, Sobeys et Metro — ont collectivement gagné 3,6 milliards de dollars de profits en 2022, les profits ayant augmenté de 46 % depuis la pandémie. Pendant ce temps, ces sociétés ont employé des tactiques comme la « shrinkflation » (réduction des quantités tout en maintenant les prix) et la « skimpflation » (réduction de la qualité des ingrédients) pour maintenir les marges bénéficiaires pendant une crise du coût de la vie. Avec seulement cinq sociétés contrôlant plus de 80 % du marché de l'épicerie au Canada, les consommateurs font face à une concentration du marché qui nécessite une intervention politique pour assurer une concurrence équitable et la protection des consommateurs.

Le projet « Comment ferons-nous nos courses? » du Réseau pour une alimentation durable est né à ce moment critique pour aborder la « shrinkflation », la « skimpflation » et d'autres pratiques ayant un impact négatif sur les consommateurs tout en explorant des options pour renforcer les systèmes de commercialisation alimentaire alternatifs. Notre projet a mis un accent particulier sur la « shrinkflation » et la « skimpflation » comme emblématiques de problèmes plus larges de concentration du marché. Ces pratiques sont devenues de plus en plus répandues pendant la crise du coût de la vie, représentant une forme d'inflation furtive particulièrement difficile à détecter et à suivre pour les consommateurs.

L'objectif était de contribuer aux voies législatives et politiques garantissant que le public consommateur est bien informé et effectivement engagé avec ses systèmes alimentaires,

conscient de ses droits et des alternatives qui lui sont disponibles, et conscient des rôles et responsabilités du gouvernement, de l'industrie et de la société civile dans la création d'environnements alimentaires plus justes, plus sains et plus durables.

Le cadre des trois piliers

Notre projet a abordé cette crise à travers trois piliers interconnectés qui s'attaquent aux causes profondes plutôt qu'aux symptômes :

Pilier un : S'attaquer à la pauvreté comme cause profonde

La principale raison pour laquelle les gens ne peuvent pas accéder à une nourriture suffisante, saine et culturellement appropriée est un revenu insuffisant, et non des choix alimentaires individuels. Avec près d'un Canadien sur quatre vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire, notre recherche a confirmé que l'accessibilité alimentaire ne peut être séparée des problèmes plus larges d'inégalité des revenus et de racisme structurel. Ce pilier s'est concentré sur des solutions politiques incluant un revenu de base viable garanti, une réforme complète de l'assurance-emploi et des soutiens ciblés pour les communautés confrontées aux taux d'insécurité alimentaire les plus élevés.

Pilier deux : Freiner la recherche excessive de profits corporatifs

Quelles sont les causes sous-jacentes de pratiques telles que la « skimpflation » et la « shrinkflation » pendant les périodes inflationnistes? Ce pilier s'est concentré sur la façon dont la concentration du marché a créé des conditions où un petit nombre d'entreprises dominent les détaillants, les fournisseurs, les coopératives et les agriculteurs tout en faisant monter les prix pour les consommateurs et en s'engageant dans des pratiques de surfacturation. Notre recherche a démontré le besoin d'exigences d'étiquetage transparentes, d'amendes pour les comportements anticonsommateurs tels que le mauvais étiquetage, de codes de conduite obligatoires pour les épiceries, de réforme de la politique de concurrence, de surveillance des profits excessifs et de création d'un espace réglementaire pour que divers modèles de vente au détail alimentaire puissent fonctionner aux côtés des détaillants existants.

Pilier trois : Investir dans des approches (g)lobales

Tout comme le gouvernement a reconnu que la crise du logement doit être abordée avec des solutions non marchandes, nos systèmes alimentaires bénéficient d'une intervention politique similaire. Plutôt que d'attirer plus de multinationales étrangères, le Canada doit soutenir les systèmes alimentaires (g)lobaux qui existent déjà et démontrent leur succès. De la tarification stable d'Arctic Co-op pendant l'inflation aux initiatives autochtones qui renforcent à la fois l'accès alimentaire et la souveraineté culturelle, ce pilier a présenté des alternatives incluant les épiceries solidaires, les coopératives, les marchés publics et les initiatives de souveraineté

Comment ferons-nous nos courses? - Réseau pour une alimentation durable

alimentaire autochtone. Ces modèles privilégient les besoins communautaires aux profits des actionnaires tout en construisant une résilience alimentaire à long terme. L'approche (g)lobale englobe la justice, la résilience, la durabilité écologique et les dimensions économiques, reconnaissant que la véritable accessibilité ne peut être séparée du bien-être communautaire plus large.

Ces trois piliers fonctionnent en tandem pour aborder la crise d'accessibilité alimentaire de manière globale. Sans revenu suffisant, les gens ne peuvent pas accéder à la nourriture quelle que soit la concurrence au détail; sans surveillance du marché, le pouvoir corporatif concentré mine à la fois le bien-être des consommateurs et les modèles alimentaires alternatifs; et sans investissement dans des systèmes alimentaires diversifiés, les communautés restent dépendantes d'un petit nombre de grands détaillants. Ensemble, ces piliers créent un cadre pour la transformation du système alimentaire qui reconnaît l'accessibilité comme interconnectée avec la sécurité des revenus, la concurrence équitable du marché et la résilience communautaire.



Évaluation du projet

Efficacité des stratégies de communication

Notre approche de communication a réussi à faire passer le discours du choix individuel du consommateur à la transformation systémique des systèmes alimentaires. En ancrant nos messages dans des expériences vécues et en centrant les voix marginalisées, nous avons atteint notre objectif principal de faire progresser une lentille systémique sur l'accessibilité et l'équité.

Validation de l'approche stratégique :

- **Cadre (g)lobal** : Notre message « (g)lobal » a résonné auprès de divers publics, démontrant que nous ne pouvons pas aborder les préoccupations d'accessibilité sans regarder l'ensemble du tableau et considérer des solutions holistiques
- **Contenu centré sur la communauté** : La mise en vedette de leaders de la souveraineté alimentaire autochtone, d'organismes communautaires noirs et de pionniers coopératifs a créé des liens solides qui ont fait progresser les objectifs de plaidoyer
- **Diffusion multiplateforme** : Notre approche bilingue à travers les plateformes numériques, les médias traditionnels et les rassemblements en personne a efficacement atteint divers groupes de parties prenantes

Évaluation des réalisations :

- **Objectif 1 - Sensibiliser** : Élévation réussie de la compréhension de la « shrinkflation », de la « skimpflation » et de la concentration corporative grâce à un contenu éducatif ciblé
- **Objectif 2 - Construire des coalitions** : Établissement de partenariats durables à travers le mouvement alimentaire, mis en évidence par notre Comité consultatif de programme et des initiatives collaboratives continues comme notre Réseau provincial et territorial
- **Objectif 3 - Influencer les politiques** : Engagement parlementaire direct réalisé et contribution aux recommandations du comité multipartite sur la volatilité des prix alimentaires
- **Objectif 4 - Amplifier les alternatives** : Présentation de modèles coopératifs, d'épiciers solidaires et de systèmes alimentaires autochtones comme alternatives (g)lobales viables à la domination corporative du détail

Évaluation globale du projet

Comment ferons-nous nos courses? - Réseau pour une alimentation durable

Le calendrier de 16 mois a permis un développement organique des relations et un engagement communautaire authentique qui n'aurait pas été possible dans un délai plus court. Notre approche itérative — ajustant les délais pour maximiser l'impact plutôt que d'adhérer rigidelement aux calendriers originaux — a finalement renforcé les résultats du projet. Cela était particulièrement évident dans notre décision de déplacer le rassemblement phare de l'été à novembre 2024, ce qui a permis un développement plus profond des relations, une programmation plus complète et une accessibilité accrue pour les agriculteurs, les cueilleurs et ceux qui sont sur la terre pendant les mois d'été.

Le projet a réussi à construire des partenariats authentiques avec les communautés autochtones et les groupes marginalisés en centrant leurs voix plutôt qu'en tokenisant leur participation. Notre impact politique a dépassé nos attentes initiales, avec une influence directe sur le discours parlementaire. Plus important encore, nous avons créé des réseaux durables qui se poursuivent au-delà de l'achèvement du projet, mis en évidence par les collaborations continues entre les organisations qui se sont connectées pour la première fois à travers nos rassemblements.

Dans le cadre de notre mandat de nous concentrer sur la « shrinkflation » et la « skimpflation », nous avons rapidement découvert que ces enjeux résonnent fortement auprès du public. Grâce à notre recherche de cadrage, notre messagerie publique et notre engagement communautaire, nous avons constaté que les consommateurs vivent ces pratiques de première main mais manquent souvent d'outils pour les identifier ou y répondre efficacement. Notre analyse a révélé un fort besoin d'exigences d'étiquetage précises et transparentes et de réglementations pour aborder les pratiques anticonsommateurs. Cependant, nos conversations avec les parties prenantes ont constamment souligné que bien que les réponses réglementaires soient nécessaires, il existe également un intérêt significatif pour comprendre et aborder les causes profondes. Les participants ont souligné que la concentration du marché crée des conditions où ces pratiques peuvent persister avec un recours limité des consommateurs ou une pression concurrentielle.

Nos réflexions révèlent des domaines importants de croissance. L'achèvement plus précoce du rapport instantané aurait fourni une base plus solide pour les activités ultérieures, et nous reconnaissons le besoin d'une sensibilisation plus ciblée auprès des communautés rurales pour élargir la représentation géographique. De plus, malgré notre approche bilingue, nous aurions pu faire davantage pour engager les communautés francophones du Québec au-delà de Montréal. Les commentaires des participants ont également souligné le besoin d'un soutien d'accessibilité accru, y compris un financement supplémentaire pour la participation autochtone et PANDC, et des accommodements plus robustes pour les restrictions alimentaires, les personnes handicapées et les services d'interprétation.

Indicateurs de performance clés (IPC) et mesures

Mesures d'engagement numérique

Trafic du site Web et performance du contenu :

- Articles de blogue publiés : 12 (anglais) + 6 (français)
- Vues de la chaîne YouTube : Plus de 1 629 vues totales sur tous les webinaires du BDC
- Contenu le plus performant : Webinaire « Greedflation » (527 vues)

Croissance de l'infolettre :

- Abonnés de départ (T1 2024) : ~4 000
- Abonnés finaux (T4 2024) : 5 759 (croissance de 44 %)
- Portée bilingue : 4 947 abonnés anglais + 812 abonnés français

Engagement sur les réseaux sociaux :

- Instagram : 2 676 abonnés avec 20 à 80 mentions J'aime par publication
- LinkedIn : 2 800 abonnés
- Facebook : 12 000 abonnés
- Twitter : 2 231 abonnés
- Portée interplateforme : ~20 000 abonnés totaux
- Le contenu éducatif sur la « shrinkflation » et la « skimpflation » a gagné une large traction et un grand intérêt

Participation aux événements et développement communautaire

Succès de la série de webinaires :

- Agroécologie au Canada : 104 participants en direct, 158 vues d'enregistrement
- Marchés publics : 27 participants en direct, 161 vues d'enregistrement
- « Greedflation » : 203 participants en direct, 575 vues d'enregistrement
- Épiceries solidaires et coopératives : 223 participants en direct, 363 vues d'enregistrement
- Systèmes alimentaires autochtones : 250 participants en direct, 297 vues d'enregistrement
- Engagement total aux webinaires : 807 participants en direct + plus de 1 554 vues ultérieures

Rassemblement phare 2024 à Montréal :

- 240 participants en personne d'un océan à l'autre

Comment ferons-nous nos courses? - Réseau pour une alimentation durable

- Plus de 25 organisations partenaires activement impliquées
- 15 conférenciers experts représentant diverses communautés et expertises
- Plus de 35 bénévoles soutenant la prestation de l'événement

Développement de partenariats et de réseaux

Notre approche du développement de partenariats a priorisé la construction authentique de relations. Nous avons établi des connexions significatives avec des établissements universitaires incluant l'Université Dalhousie, l'Université Queen's et l'Université de Toronto, créant des partenariats de recherche qui se sont étendus au-delà de notre calendrier de projet. Notre travail avec les organisations autochtones, particulièrement Tkà:nios, la communauté de Kahnawà:ke et Tea Creek Farm, a illustré notre engagement à soutenir les initiatives de souveraineté alimentaire autochtone dirigées par les peuples autochtones eux-mêmes.

Les relations que nous avons construites avec les groupes de souveraineté alimentaire noire, incluant l'Afri-Can FoodBasket et les réseaux de souveraineté alimentaire afro-néo-écossais, étaient ancrées dans l'adresse de la réalité frappante que 40,4 % des ménages noirs connaissent l'insécurité alimentaire. Notre travail collaboratif avec des coopératives telles que Freedom Dreams et Karma Co-op a démontré des alternatives viables à la domination corporative du détail qui existent déjà à travers le Canada.

Notre engagement du Réseau provincial/territorial à travers des réunions trimestrielles a renforcé les connexions avec les organisations-cadres à travers toutes les provinces et tous les territoires, créant une fondation pour une collaboration continue qui s'étend bien au-delà de la portée de notre projet. Ces relations ont été essentielles à notre travail d'influence politique, particulièrement nos partenariats avec des organisations comme PROOF et la Coalition pour une saine alimentation scolaire.

Nous avons également travaillé en étroite collaboration avec Équiterre et Option consommateurs, deux organisations également chargées de s'engager sur la question de la « shrinkflation » et de la « skimpflation », en tenant des réunions régulières et en partageant les leçons apprises sur nos campagnes.

Couverture médiatique et leadership éclairé

Notre approche stratégique des relations avec les médias s'est concentrée sur le positionnement du Réseau pour une alimentation durable comme une voix crédible sur la transformation du système alimentaire. À travers le placement ciblé de textes d'opinion dans le Hill Times et le National Observer, nous avons réussi à influencer le discours politique au-delà des cercles traditionnels de défense alimentaire. Notre stratégie de contenu de blogue a produit 18 articles complets dans les deux langues officielles, garantissant que notre recherche atteignait des publics diversifiés à travers le Canada.

Notre travail d'influence politique a obtenu des résultats concrets, incluant une contribution directe au Comité de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre et un témoignage qui a informé les recommandations parlementaires. L'événement « Période de questions » lors de notre rassemblement a démontré le pouvoir de la démocratie directe, avec les députés Yves Perron et la candidate Nimâ Machouf prenant des engagements concrets pour réduire l'insécurité alimentaire de 50 % et éliminer l'insécurité alimentaire grave d'ici 2030.

Rétroaction des parties prenantes et des participants

Les commentaires des participants du Rassemblement 2024 ont révélé le pouvoir transformateur des rassemblements en personne après des années d'événements virtuels. Avec un taux de réponse de 67 % (n=161), les participants ont exprimé des commentaires extrêmement positifs, 78 % évaluant l'expérience comme excellente et 19 % comme bonne. Les commentaires ont souligné l'importance de la représentation authentique des communautés marginalisées, les participants valorisant particulièrement le centrage des voix autochtones et noires tout au long de la programmation.

Les aspects les plus appréciés du rassemblement incluaient l'accent sur les solutions pratiques plutôt que la théorisation académique, les opportunités de réseautage avec des organisations partageant les mêmes idées, et la Période de questions innovante avec les députés qui a démontré un engagement politique réel. Cependant, les commentaires ont également révélé des domaines importants d'amélioration, incluant le besoin d'un meilleur soutien financier pour la participation autochtone et PANDC, des accommodements alimentaires plus complets et des fonctionnalités d'accessibilité améliorées.

Les cartes de commentaires des participants ont révélé à la fois l'appréciation et la critique constructive. Beaucoup ont exprimé leur gratitude pour la création d'un espace pour des conversations essentielles, un participant notant que c'était « la meilleure convention à laquelle j'ai assisté, tant d'apprentissage et de discussions sur des sujets essentiels ». D'autres ont souligné des domaines spécifiques de croissance, incluant le besoin de plus de présentateurs francophones locaux, de meilleurs soutiens d'accessibilité et d'une représentation plus diversifiée du public. Certains participants ont également soulevé des préoccupations importantes concernant la représentation politique, particulièrement concernant l'inclusion de députés qui soutiennent des politiques qu'ils considèrent comme contradictoires aux principes de justice alimentaire.

Les commentaires de la communauté à travers notre série de webinaires ont démontré une portée géographique remarquable à travers toutes les provinces et tous les territoires, couvrant les agriculteurs (23 %), les travailleurs sans but lucratif (31 %), les universitaires (18 %), les fonctionnaires (12 %) et le grand public (16 %).

Contribution consultative des parties prenantes

Notre Comité consultatif de programme a fourni des commentaires continus qui ont façonné l'orientation du projet tout au long du calendrier de 16 mois. Les partenaires autochtones ont constamment souligné l'importance de l'apprentissage basé sur la terre et des approches de souveraineté plutôt que des modèles basés sur la charité pour aborder l'accès alimentaire. Leurs conseils ont été déterminants pour garantir que notre rassemblement commence sur les terres traditionnelles de Kahnawà:ke avec une cérémonie authentique et des enseignements basés sur la terre plutôt que des reconnaissances superficielles.

Les collaborateurs académiques ont souligné la force de nos méthodes de recherche engagée avec la communauté et ont loué notre engagement envers la traduction de connaissances accessibles. Ils ont confirmé que notre approche de centrer l'expertise communautaire plutôt que les pratiques de recherche extractives a créé des résultats plus significatifs et actionnables. Les organisations politiques, particulièrement celles travaillant sur la défense parlementaire, ont confirmé l'influence du projet sur le discours fédéral et sa contribution à la construction de la volonté politique pour une réforme substantielle du système alimentaire.

Les commentaires des leaders de la souveraineté alimentaire noire ont été particulièrement importants pour nous aider à comprendre comment créer des espaces plus sûrs pour les communautés marginalisées. Leur contribution a guidé nos décisions de programmation et nous a aidés à reconnaître où nous devons encore améliorer la représentation et l'accessibilité, particulièrement en garantissant un soutien financier adéquat pour la participation PANDC dans les événements futurs.



Stratégie et exécution du contenu

Notre stratégie de communication a réussi à équilibrer l'accessibilité avec la rigueur analytique, rendant les problèmes complexes du système alimentaire compréhensibles pour des publics diversifiés tout en maintenant la crédibilité auprès des décideurs politiques et des partenaires académiques. Nous avons ancré nos messages dans des expériences vécues et centré les voix marginalisées, ce qui s'est avéré essentiel pour faire passer le discours du choix individuel du consommateur à la transformation systémique du système alimentaire.

Le développement de notre cadre de messagerie « (g)lobal » a résonné auprès de divers publics en démontrant que l'accessibilité ne peut être séparée des préoccupations de justice, de durabilité et d'équité. Notre stratégie de contenu était construite sur quatre piliers :

Piliers de contenu :

- **Contenu éducatif** : Articles informatifs sur la « greedflation », la « skimpflation » et la concentration corporative
- **Présentation de solutions** : Mise en évidence de modèles coopératifs, d'épiciers solidaires et de systèmes alimentaires autochtones
- **Analyse politique** : Examen critique des réponses gouvernementales et des allocations budgétaires
- **Amplification communautaire** : Centrage des voix de ceux les plus touchés par l'insécurité alimentaire

Notre approche bilingue a assuré un engagement significatif avec les communautés francophones, bien que les commentaires des participants aient révélé des opportunités de mieux intégrer les voix locales du Québec et d'augmenter la programmation en langue française. L'approche multimédia, combinant des articles de longue forme avec la narration visuelle et le contenu vidéo, a réussi à atteindre des publics à travers différentes préférences d'apprentissage et niveaux de littératie numérique.

Réalisations spécifiques aux plateformes

Blogue et contenu de longue forme :

- 18 articles complets (12 anglais, 6 français) publiés sur le site Web du RAD
- 3 textes d'opinion majeurs placés dans le Hill Times et le National Observer
- Accessibilité bilingue garantissant l'engagement du public francophone
- Articles d'analyse politique qui ont directement influencé le discours parlementaire
- Articles de projecteur communautaire amplifiant les solutions de base

Notre stratégie de blogue et de contenu de longue forme a servi de fondation pour un engagement médiatique plus large et un travail d'influence politique. L'approche d'accessibilité

Comment ferons-nous nos courses? - Réseau pour une alimentation durable

bilingue a assuré l'engagement du public francophone, bien que les commentaires aient révélé des opportunités pour un contenu plus localisé du Québec.

Stratégie de médias sociaux :

- Messagerie cohérente à travers Instagram, LinkedIn, Facebook et Twitter
- Narration visuelle à travers des projecteurs de conférenciers et du contenu infographique
- Engagement en temps réel pendant les webinaires et les événements de rassemblement
- Construction communautaire à travers des campagnes de hashtags et la promotion croisée avec des partenaires
- Création de contenu bilingue de tous les matériaux
- Portée interplateforme : ~20 000 abonnés totaux

Notre stratégie de médias sociaux a maintenu une messagerie cohérente tout en adaptant les formats de contenu aux forces de chaque plateforme. La narration visuelle à travers des projecteurs de conférenciers et du contenu infographique s'est avérée particulièrement efficace pour rendre l'analyse complexe du système alimentaire accessible à des publics plus larges. L'engagement en temps réel pendant les webinaires et les événements de rassemblement a créé un dialogue communautaire qui s'est étendu au-delà de la programmation formelle.

Contenu vidéo et partage de connaissances :

- 5 enregistrements de webinaires hébergés sur YouTube avec visionnement continu
- Vidéos de projecteur de conférenciers amplifiant des voix diverses
- Documentaire du Rassemblement 2024 capturant les moments clés et les idées
- Contenu éducatif rendant la politique complexe accessible à de larges publics

Le contenu vidéo et le partage de connaissances à travers nos enregistrements de webinaires ont créé des ressources éducatives durables avec un visionnement continu. Les vidéos de projecteur de conférenciers ont réussi à amplifier des voix diverses au-delà de nos réseaux immédiats, tandis que notre documentaire du Rassemblement 2024 a capturé des moments clés et des idées pour référence future et organisation.

Relations avec les médias et couverture obtenue

Notre engagement médiatique stratégique s'est concentré sur le placement proactif de textes d'opinion dans des publications politiques clés, positionnant les leaders du RAD comme des leaders d'opinion sur les questions d'accessibilité alimentaire. À travers des commentaires d'experts et l'amplification de partenariats qui ont exploité les réseaux de partenaires pour une portée plus large, nous avons réussi à gagner de la traction pour nos messages centraux sur le besoin de changement systémique plutôt que de solutions basées sur le marché.

Publications clés :

- Hill Times : « Budget 2024 : Une occasion manquée d'aborder l'accessibilité alimentaire » (mai 2024)
- Hill Times : « Les députés s'unissent contre la "greedflation" et le pouvoir de monopole dans les systèmes alimentaires du Canada » (juillet 2024)
- National Observer : « Un oligopole fait monter les prix de l'épicerie. Que pouvons-nous faire? » (mai 2024)
- Blogue du Réseau pour une alimentation durable : Texte d'opinion sur les épiceries à but non lucratif (septembre 2024)

Infolettre et communication directe

Croissance et engagement de l'infolettre :

- Abonnés de départ (T1 2024) : ~4 000
- Abonnés finaux (T4 2024) : 5 759 (croissance de 44 %)
- Distribution linguistique : 4 947 abonnés anglais + 812 abonnés français
- Stratégie de contenu : Mises à jour de projet, analyse politique, promotion d'événements et projecteurs communautaires
- Mesures d'engagement : Taux d'ouverture constants au-dessus des moyennes du secteur

Communication directe avec les parties prenantes :

- Réunions bihebdomadaires de l'équipe de projet garantissant l'alignement interne
- Réunions trimestrielles du Réseau provincial/territorial maintenant des connexions nationales
- Consultations régulières de partenaires avec Équiterre, Option consommateurs et des collaborateurs de recherche
- Engagement gouvernemental à travers des rapports formels et des briefings informels

Communications et promotion d'événements

Stratégie de promotion de webinaires :

- Campagnes multiplateforme 2 à 3 semaines avant chaque événement
- Contenu de projecteur de conférenciers construisant la connexion du public
- Teasers éducatifs fournissant du contexte pour des sujets complexes
- Amplification du réseau de partenaires exploitant la portée organisationnelle
- Matériel promotionnel bilingue garantissant l'accessibilité

Campagne du Rassemblement 2024 :

Comment ferons-nous nos courses? - Réseau pour une alimentation durable

- Campagne promotionnelle de 3 mois construisant l'anticipation et l'adhésion communautaire
- Série d'annonces de conférenciers mettant en évidence des voix et expertises diverses
- Célébrations de jalons d'inscription reconnaissant la réponse communautaire
- Documentation en temps réel à travers les médias sociaux pendant l'événement
- Amplification post-événement partageant les idées clés et maintenant l'élan

Traduction et accessibilité

Notre engagement envers l'accessibilité linguistique s'est étendu au-delà de la traduction de base pour garantir l'appropriation culturelle et l'engagement significatif avec les communautés francophones. Tout le contenu majeur a été produit dans les deux langues officielles, avec une traduction professionnelle qui a capturé les nuances culturelles plutôt que juste l'exactitude linguistique. Les matériaux visuels ont été conçus pour l'accessibilité à travers les niveaux de littératie, reconnaissant que l'information sur le système alimentaire doit être accessible aux communautés les plus touchées par l'insécurité alimentaire.

Mesures d'accessibilité :

- Services de traduction professionnels pour tout le contenu majeur
- Conception d'accessibilité visuelle pour divers niveaux de littératie
- Options de formats multiples (texte, vidéo, infographie, audio)
- Sensibilisation spécifique à la communauté à travers des réseaux culturels établis
- Services d'interprétation lors d'événements (bien que les commentaires aient indiqué le besoin d'amélioration)

La sensibilisation spécifique à la communauté a impliqué un engagement ciblé avec les communautés autochtones dans des contextes culturellement appropriés, une collaboration avec des organisations de souveraineté alimentaire noire utilisant des canaux de communication préférés par la communauté, et un engagement communautaire rural et éloigné à travers des réseaux de partenaires établis. Cependant, les commentaires des participants ont révélé le besoin de services d'interprétation améliorés lors d'événements et de soutiens d'accessibilité plus complets dans l'ensemble.

Mesures d'évaluation et IPC

Engagement numérique :

- Trafic du site Web : Augmentation de 150 % des vues de pages liées au projet
- Vues YouTube : Plus de 1 629 au total sur tous les webinaires du BDC
- Portée des médias sociaux : ~20 000 abonnés à travers les plateformes
- Croissance de l'infolettre : Augmentation de 44 % des abonnés
- Performance des articles de blogue : 18 articles avec lectorat soutenu

Engagement communautaire :

- Participation aux webinaires : 807 participants en direct sur 5 événements
- Participation au rassemblement : 240 participants en personne
- Représentation géographique : Toutes les provinces et territoires engagés
- Diversité démographique : 15 % Autochtones, 28 % communautés racialisées, 34 % ruraux
- Développement de partenariats : Plus de 25 collaborations organisationnelles établies

Impact médiatique et politique :

- Placements de textes d'opinion : 3 pièces majeures dans des publications politiques clés
- Influence parlementaire : Contribution directe aux recommandations du comité multipartite
- Engagement gouvernemental : Briefings réguliers avec le Bureau de la consommation
- Engagements politiques : Engagements politiques concrets de députés sur les objectifs d'insécurité alimentaire



Recommandations au gouvernement

À travers notre recherche complète, notre engagement communautaire et les dix ingrédients politiques clés pour la souveraineté alimentaire décrits dans la plateforme du Réseau pour une alimentation durable, nous présentons les recommandations suivantes au Bureau de la consommation et au gouvernement plus large. Ces recommandations sont ancrées dans les voix de plus de 1 000 participants à notre programmation et reflètent le besoin urgent de transformation systémique du système alimentaire du Canada.

Actions immédiates requises

1. Aborder la cause profonde : La pauvreté

Le principal moteur de l'insécurité alimentaire et de l'inaccessibilité de la nourriture est un revenu insuffisant, et non des choix alimentaires individuels. Le gouvernement doit s'engager à des objectifs mesurables incluant la réduction de l'insécurité alimentaire globale de 50 % et l'élimination de l'insécurité alimentaire grave d'ici 2030, en utilisant une lentille d'équité raciale pour aborder le fait que les ménages noirs et autochtones connaissent des taux d'insécurité alimentaire de 40,4 %. Cela nécessite la mise en œuvre de soutiens au revenu complets à travers des suppléments pour les personnes en âge de travailler, des prestations d'invalidité améliorées et une réforme de l'assurance-emploi. Comme l'ont souligné les participants à notre rassemblement, un revenu de base viable garanti est essentiel pour garantir que tous puissent se permettre les bases, ce qui peut être réalisé en élargissant les programmes de prestations existants et, par exemple, en développant une nouvelle Prestation pour l'épicerie et les produits essentiels.

2. Aborder la concentration du marché et les pratiques corporatives

Avec seulement cinq sociétés contrôlant plus de 80 % du marché de l'épicerie au Canada et gagnant 3,6 milliards de dollars de profits collectifs en 2022 seulement, une intervention politique est nécessaire pour garantir une concurrence équitable et la protection des consommateurs. Le gouvernement devrait rendre les codes de conduite des épiceries obligatoires avec des mécanismes d'application clairs, mettre en œuvre une taxation des profits exceptionnels pendant les périodes de crise pour financer des alternatives au système alimentaire, et renforcer la politique de concurrence pour prévenir une plus grande concentration du marché. Notre recherche démontre que la création d'espace pour divers modèles de détail bénéficiera à la fois aux détaillants indépendants et aux consommateurs. De plus, la réglementation des pratiques de « shrinkflation » et de « skimpflation » à travers des exigences d'étiquetage améliorées protégera les consommateurs des tactiques de tarification trompeuses.

Mesures spécifiques pour aborder la « shrinkflation » et la « skimpflation » : Notre engagement a révélé que les exigences d'étiquetage actuelles sont insuffisantes pour aider les consommateurs à prendre des décisions d'achat éclairées face à ces pratiques. Le gouvernement devrait mettre en œuvre des réglementations d'étiquetage améliorées qui exigent une divulgation claire lorsque les tailles de produits, les quantités ou la qualité des ingrédients changent. Cela inclut des amendes et des pénalités appliquées pour les emballages trompeurs qui obscurcissent les réductions de taille, ainsi que le mauvais étiquetage de l'origine du produit. Les cadres réglementaires devraient également établir des définitions claires des pratiques de tarification trompeuses et fournir des mécanismes d'application qui protègent les consommateurs des augmentations de prix furtives.

3. Investir dans des approches (g)lobales

Plutôt que d'inviter plus de multinationales au Canada, le gouvernement devrait soutenir les alternatives (g)lobales qui existent déjà. Cela inclut des programmes de prêts fédéraux pour le développement coopératif inspirés des initiatives réussies du Québec, le financement de programmes de souveraineté alimentaire autochtone qui priorisent l'apprentissage basé sur la terre et la réclamation culturelle, et l'investissement dans les marchés publics, les épiceries solidaires et d'autres modèles de vente au détail alimentaire contrôlés par la communauté. Cela peut également être fait en élargissant et en finançant l'infrastructure pour les centres alimentaires locaux, qui sont des centres de distribution, des entrepôts et des centres éducatifs gérés publiquement qui peuvent soutenir l'approvisionnement alimentaire local par les consommateurs et les institutions publiques.

Changements structurels à moyen terme

4. Élargir et universaliser les programmes alimentaires scolaires

En s'appuyant sur le Programme national d'alimentation scolaire inclus dans le Budget 2024, le gouvernement doit élargir cette initiative pour créer un programme universel ancré dans la législation qui fournit à tous les enfants des repas sains et culturellement pertinents chaque jour d'école tout en s'approvisionnant auprès des systèmes alimentaires locaux. Comme l'ont démontré les défenseurs de la Coalition pour une saine alimentation scolaire lors de notre rassemblement, les programmes alimentaires scolaires représentent l'un des leviers de transformation du système alimentaire les plus importants et les plus accessibles parce qu'ils impliquent l'emploi local, l'agriculture et les économies tout en améliorant les budgets familiaux et la santé des enfants.

5. Construire la résilience du système alimentaire à travers la politique commerciale

Avec le Canada important plus de la moitié de sa nourriture tout en exportant plus de la moitié de sa production alimentaire, notre système alimentaire reste vulnérable aux chocs géopolitiques et climatiques. Le gouvernement doit construire la résilience en élargissant les

systèmes de gestion de l'offre, en améliorant l'étiquetage alimentaire afin que les Canadiens sachent d'où vient la nourriture, et en augmentant les soutiens aux marchés locaux. Cette approche protégera les agriculteurs, les pêcheurs et les marchés intérieurs tout en réduisant la dépendance aux chaînes d'approvisionnement mondiales volatiles qui laissent les consommateurs vulnérables à la manipulation des prix.

6. Renforcer les systèmes alimentaires locaux et régionaux

Le gouvernement doit prioriser l'approvisionnement alimentaire local dans les institutions gouvernementales, soutenir les transitions agroécologiques pour les petits et moyens agriculteurs, investir dans l'infrastructure de transformation alimentaire qui sert les marchés régionaux plutôt que mondiaux, et supprimer les obstacles empêchant les coopératives et les entreprises sociales d'accéder aux chaînes d'approvisionnement dominées par les sociétés. Une approche coordonnée de la politique alimentaire au niveau du Cabinet est nécessaire pour créer une cohérence à travers les départements de la santé, de l'environnement et de l'agriculture, tandis que les investissements stratégiques à travers la Politique alimentaire pour le Canada peuvent simultanément renforcer l'offre et la demande en soutien de marchés locaux résilients.

7. Réformer les programmes alimentaires du Nord et aborder les inéquités géographiques

Le programme Nutrition Nord nécessite une refonte complète pour garantir que les subventions atteignent réellement les consommateurs plutôt que les profits corporatifs. Alors que plus des deux tiers des ménages du Nord connaissent l'insécurité alimentaire, seulement 67 cents de chaque dollar de subvention réduisent les prix. Le gouvernement peut soutenir les programmes alimentaires dirigés par les Autochtones dans les communautés éloignées et briser les monopoles de détail dans les communautés du Nord à travers le financement du développement coopératif, tout en investissant dans des programmes qui renforcent la souveraineté alimentaire à travers la nourriture chassée et récoltée localement.

Vision à long terme : Systèmes alimentaires justes et durables

8. Faire progresser l'alimentation comme droit humain

Le gouvernement doit enchâsser le droit à l'alimentation dans la législation fédérale, aligner toutes les politiques alimentaires avec les obligations en matière de droits humains, et créer des mécanismes de responsabilité pour mesurer les progrès sur les objectifs de sécurité alimentaire.

9. Soutenir le travail décent tout au long de la chaîne alimentaire

Des agriculteurs aux travailleurs d'épicerie en passant par les travailleurs agricoles migrants, notre système alimentaire dépend de travailleurs qui font face à l'exploitation et aux salaires de pauvreté. Le gouvernement doit réformer les lois du travail pour garantir un travail décent pour tous, fournir le statut de résident permanent aux agriculteurs migrants et aux travailleurs d'usine, et reconnaître la production alimentaire comme un travail méritant le respect et des salaires équitables. Cela inclut l'adresse des inéquités structurelles qui forcent de nombreux agriculteurs à l'endettement pendant que les profits corporatifs montent en flèche.

10. Se préparer aux impacts climatiques

Le changement climatique perturbe déjà la production alimentaire à travers le Canada, nécessitant un investissement immédiat dans des pratiques et infrastructures agricoles résilientes au climat. Le gouvernement devrait établir une Agence canadienne de résilience agricole pour coordonner les programmes d'atténuation et d'adaptation tout en soutenant les transitions agroécologiques qui construisent la santé des sols et la résilience communautaire. Cela inclut l'investissement dans des programmes de souveraineté des semences qui protègent la diversité génétique et le patrimoine culturel tout en préparant notre système alimentaire à une volatilité climatique croissante.

Facteurs critiques de succès

Pour que ces recommandations réussissent, le gouvernement doit centrer l'expertise communautaire en reconnaissant que ceux les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont les experts en solutions. Cela signifie aller au-delà de la consultation vers un véritable partenariat avec les communautés autochtones, les organisations de souveraineté alimentaire noire et d'autres groupes marginalisés qui ont développé des approches innovantes pour l'accès alimentaire malgré les obstacles systémiques.

Le gouvernement doit également s'engager à un financement pluriannuel qui reconnaît que la transformation du système alimentaire nécessite un investissement soutenu au-delà des cycles électoraux. Notre projet a démontré que le changement significatif se produit à travers la construction de relations et le développement de la confiance qui ne peuvent pas être précipités pour s'adapter aux calendriers politiques. L'accessibilité alimentaire recoupe le logement, les soins de santé, l'emploi et les relations autochtones, nécessitant des approches coordonnées à travers les départements plutôt que le développement de politiques cloisonnées.

Finalement, le gouvernement doit mesurer ce qui compte en suivant les taux d'insécurité alimentaire plutôt que juste les prix de l'épicerie comme indicateur principal de succès. Notre recherche démontre clairement que des prix d'épicerie plus bas ne se traduisent pas automatiquement en un accès alimentaire amélioré pour ceux qui vivent la pauvreté, le racisme et d'autres formes de marginalisation.

La voie à suivre

La crise actuelle de l'accessibilité alimentaire reflète des défis structurels dans nos systèmes alimentaires. Tout comme le gouvernement a reconnu que le logement nécessite des solutions diverses pour aborder les défis du marché, nous devrions également aborder l'alimentation à travers une lentille de bénéfice public aux côtés de l'implication du secteur privé.

Notre projet a démontré que les communautés à travers le Canada mettent déjà en œuvre des solutions innovantes — des initiatives de souveraineté alimentaire autochtone aux épiceries solidaires en passant par les coopératives agricoles. Ce dont elles ont besoin n'est pas plus de concurrence corporative seule, mais un soutien gouvernemental qui reconnaît l'alimentation comme un droit humain et les communautés comme des partenaires clés pour assurer leur propre souveraineté alimentaire.

Notre analyse démontre qu'investir dans des solutions qui augmentent les revenus et soutiennent les approches systémiques (g)lobales, plutôt que les stratégies actuelles axées sur le marché, offre des voies plus efficaces pour réparer le système alimentaire. Sur la base des commentaires des participants et de la contribution des parties prenantes, nous avons identifié que les participants veulent une transformation systémique plutôt que des ajustements politiques progressifs. Les approches actuelles se concentrant principalement sur l'augmentation de la concurrence corporative peuvent être insuffisantes pour aborder la profondeur de la crise d'accessibilité affectant les ménages canadiens.

Notre analyse indique que le Canada a les ressources, les connaissances et la capacité d'innovation communautaire pour créer des systèmes alimentaires justes et accessibles. La mise en œuvre de solutions qui priorisent à la fois les personnes et la durabilité environnementale nécessiterait un engagement politique envers des cadres politiques qui équilibrent les mécanismes du marché avec des approches de bénéfice public.



Conclusion

À travers une consultation complète des parties prenantes, une synthèse de preuves et une analyse politique stratégique, nous avons identifié des voies pour les changements systémiques nécessaires pour garantir que tous les Canadiens aient accès à une nourriture suffisante, saine et culturellement appropriée.

Notre rassemblement était plus qu'une conférence — c'était une expérience riche et dynamique qui nous a rappelé le pouvoir de rassembler les gens pour travailler à travers les différences et trouver un terrain d'entente. Comme nous l'avons réfléchi par la suite, c'était le premier événement en personne que le RAD a organisé depuis 2018, et cela a réaffirmé notre rôle dans la catalyse du changement des systèmes alimentaires à travers la construction de relations et le dialogue authentique. Nous nous engageons à continuer ce travail essentiel.

Alors que nous sommes entrés dans une année d'élection fédérale, les conversations politiques que nous avons facilitées sont devenues de plus en plus pertinentes pour la prise de décision gouvernementale. Les sujets maintenant à l'étude auraient été en dehors du discours politique dominant il y a une décennie, démontrant l'évolution de la pensée politique des systèmes alimentaires tout en soulignant les défis de mise en œuvre restants. Nos recommandations fournissent une feuille de route pour l'action gouvernementale qui aborde les besoins immédiats tout en construisant la résilience à long terme, ancrée dans la sagesse des communautés qui ont développé des solutions malgré les obstacles systémiques.

Le choix devant nous est clair : continuer à permettre des pratiques anticonsommateurs comme la « skimpflation » et la « shrinkflation » pendant que les gens au Canada ont faim, ou investir dans les soutiens au revenu et les solutions communautaires qui fonctionnent déjà. Le Canada a les ressources, les connaissances et l'innovation communautaire pour créer des systèmes alimentaires justes et accessibles. Réseau pour une alimentation durable est prêt à continuer ce travail crucial, soutenant les communautés alors qu'elles construisent les systèmes alimentaires justes et durables dont notre pays a désespérément besoin.

